

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 18 (1992)

Heft: 1

Artikel: Sociologie : le devoir de critique

Autor: Willener, Alfred

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814510>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 04.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

SOCIOLOGIE : LE DEVOIR DE CRITIQUE

Alfred Willener

Université de Lausanne

(1) RAPPEL – Le nouveau directeur de cette revue m'invite à présenter une réflexion sur la fonction critique de la sociologie. Bien que je sois conscient des périls de ce sujet, en Suisse, j'accepte de tenter de formuler ce que j'ai à dire. J'avais eu pour projet d'écrire là-dessus il y a quelque temps déjà, mais le trop-plein de non-dits, et l'enchevêtrement de problèmes que je crois pour toujours destinés à nous encombrer (mais l'Est nous a montré que des constructions que l'on croyait si solides se sont écroulées ...) et une envie de respirer un air nouveau m'en avaient éloigné. Je ne suis pas allé à Neuchâtel, par fatigue (celle dont parle Handke¹). A la suite de ce rappel j'ai alors rédigé ma contribution au jour le jour. Il m'est impossible, de toute manière, de condenser en un texte de revue de longueur raisonnable une réflexion dont l'exposé prendrait 200 pages au moins et la préparation probablement deux ans à temps partiel. Vous voyez, je reprends une mentalité de chercheur : les hautes performances qu'on exige du professeur – sujets trop gros, temps trop court, audience trop neuve – je ne les assume plus.

(2) ARMSTRONG – Je pense à ce musicien qui a su transgresser, critiquer, le corset du rythme des marches (symbolique de l'oppression de l'ordre imposé par la société blanche), mais dont le succès n'est pas étranger à son *uncle tomism* (faire le clown qui ridiculise les noirs en les caricaturant, pour se faire accepter par les blancs, en quoi il a tout de même rendu service aux siens ...). Se critiquer soi-même pour être accepté parmi ceux qui sont supérieurs, parce qu'ainsi – par l'auto-critique de soi, et donc des siens – on réalise ce qu'une sociologie a appelé «socialisation anticipée», celle qui est exigée des grimpeurs de la mobilité sociale. Une fois coopté on continuera à critiquer ceux dont on est issu. Bien entendu Armstrong n'a jamais été jusque-là, même s'il a pu jouer au Carnegie Hall. Il a réalisé ce que des sportifs noirs ont fait à leur tour – devenir une vedette et une figure nationale et se faire admettre au statut d'humain – mais le sort des noirs et des blancs des USA reste pour l'essentiel asymétrique – ils sont différents, mais pas égaux. – *Oh when the saints go marchin' in, I'd like to be in that number ...* Les saints ... les grands, il faudrait en faire partie, ils sont au pouvoir, et ils sont innocents ?

1 Peter Handke, *Essai sur la fatigue*, Gallimard, Paris, 1989.

Question : peut-on critiquer non seulement soi-même, mais les «saints», les gens au pouvoir, en révélant s'il y a lieu – par des preuves – que saints ils ne sont pas ? Je veux dire, est-ce que l'on doit, est-ce que l'on peut, à quel prix ?

(3) VULGARITE – On ne peut se contenter du sens ordinaire des termes ... consultons pour le moins un dictionnaire.²

Critique, adj. : dans l'usage *ordinaire* – qui juge défavorablement, ne signalant ou ne voyant que le fautes, etc. – Proprement, au sens étymologique : qui juge objectivement de la valeur intellectuelle, esthétique, morale d'oeuvres humaines. Etude critique. Ex. : la pensée critique est la pensée appliquée au discernement du vrai et du faux.

Esprit critique : attitude intellectuelle consistant à n'admettre aucune affirmation sans avoir reconnu sa légitimité. Phil. : qui pose le problème de la valeur de la connaissance humaine. Et j'admire ce dictionnaire pour ce qui suit. Exemple : la critique a pour terme le *retour aux choses elles-mêmes*, de façon que nous voyons au contact des choses mêmes s'il en est effectivement comme nous le pensons. Mais encore; critique : **qui constitue une crise**, c'est-à-dire un moment où se produit un changement décisif (âge critique, etc.).

Critique, subst. f., dans l'usage ordinaire : jugement défavorable porté sur un individu ou sur une oeuvre. – Au sens étym., dans l'usage le plus courant, examen appréciatif d'une oeuvre principalement du point de vue esthétique. Mais l'auteur ajoute également : critique expérimentale : examen appréciatif des hypothèses scientifiques et des faits par lesquels on les justifie.

Et ici vient s'ajouter un terme peu connu qui me semble utile : **l'esprit de critique** (de dénigrement, d'insubordination).

Criticisme (par extension) : toute doctrine mettant systématiquement en doute tout ce qui paraît vrai.

Bien entendu, dans le réel, on ne distingue pas si proprement. Et le scandale est peut-être, pour nous sociologues, de nous laisser enfermer dans le sens ordinaire, selon une tendance dont l'extension, en Suisse, mériterait analyse et explication : c'est l'intolérance face à la critique. Tout se passe comme si ce qui est ici appelé **esprit critique**, critique expérimentale, était automatiquement

2 Paul Foulquié, Dictionnaire de la langue philosophique, PUF, Paris 1969.

assimilable à **esprit de critique**, esprit doctrinal, criticisme dogmatique. Qu'il s'agisse d'une tendance que l'on peut rencontrer en milieux politiques, dans des commissions, ou même parmi des collègues, critiquer est alors identifié à (cf Petit Robert, critiquer 2.) blâmer, censurer, condamner, contredire, désapprouver, réprover, trouver à redire, vitupérer, (fam. et pop. :) éreinter, esquinter, etc.

J'ai quelques idées sur les raisons de cette intolérance, mais je me tiendrai ici au plus près des distinctions ainsi introduites. Ce n'est peut-être pas si mal que de faire déjà une hypothèse générale. Alors qu'il ne peut guère faire de doute qu'**esprit critique** et **esprit scientifique** (voire **esprit démocratique**) sont largement synonymes, la critique provenant de sociologues est très difficilement tolérée, dans notre pays, lorsque celui-ci, plutôt qu'un pays étranger, est concerné. Hypothèse : c'est parce qu'elle est associée au sens **critique/crise** (liée à une crise présente ou potentielle, donc à des remises en cause fondamentales; dans bien des cas la crise est supposée issue d'une critique, ou si une crise ou des remises en cause existent, la sociologie critique est supposée être une force d'aggravation). Hypothèse complémentaire : l'étiquette professionnelle de «**sociologue**» suscite cette assimilation, même dans le cas d'études peu ou pas du tout «**crisiques**»³, parce que le sociologue est vécu comme un «**supposé savoir**» (le terme que Lacan utilise pour désigner l'analyste, selon la vision vécue de l'analysant, me semble transposable ici).

Devenu phobique, le sociologue fascinant et révulsant est alors disqualifié, stigmatisé comme dénigreur doctrinal. Bien entendu, il ne faudrait pas s'arrêter en si bon chemin, mais examiner attentivement la tendance doctrinale, antinomique avec l'**esprit critique** de tout effort scientifique, en cherchant à préciser jusqu'à quel point ce penchant existe effectivement chez les exclus, sans pour autant que ce fait enlève toute justification à ce qu'ils disent, et le débusquer tout autant chez ceux qui excluent. Les plus atteints ne sont pas toujours ceux que l'on croit; par ailleurs peu d'entre nous sont constamment sans parti pris, mais il y a des degrés d'implication.⁴

(4) LES CRETOIS, tous des menteurs – qui nous l'a dit ? – un Crétien ... Impasse. – Ceux qui critiquent les sociologues critiques – souhaitant leur disparition – ont-ils, eux, le droit de critiquer ?

Ce sont là des paradoxes logiques dont on pourrait plus ou moins sérieusement sortir. Ne faudrait-il pas exiger de tous une argumentation sociologique, une

³ Je propose ce néologisme – **cristique**, cf. **crise** – proche de **critique** ...

⁴ Je pense, pour ma part, avoir décrit et analysé le «mouvement» de Zurich 80–82 avec empathie et quelque sympathie, et la comparaison de mon travail avec celui de Mme Hersch me semble révéler que celle-ci a écrit sans empathie, mais avec antipathie.

connaissance des «choses elles-mêmes» dont il est question, puis une analyse par soi-même, ou une analyse par quelqu'un d'extérieur, concernant l'implication de ceux qui parlent, leur intérêt, leur «biais» comme on dit en jargon classique ?

Comment l'apport du sociologue peut-il être équitablement évalué ? Serait-ce tellement difficile de recourir toujours à deux juges-experts ? Un d'un camp opposé, un du même camp que l'auteur(e) d'une prestation sociologique, y compris dans le cas où cette dernière est affirmative et non pas critique ?

(5) SWATCH, la «critique constructive» ou le silence ... ! Dans le pays de la Swatch les esprits critiques sont les bienvenus, et même bien payés, si comme Hayek ils complètent leur critique d'un système croulant (je pense à l'horlogerie) par un génie d'entrepreneur rapidement visible. Hommes d'action, entrepreneurs, ils «fonctionnent» et font fonctionner. Bientôt la Swatchmobile ... mais ne faudrait-il pas examiner (je ne l'ai pas fait; joli sujet) à part ses succès, les échecs du bouillant consultant (cf. SSR, etc.) ?

Ce que je veux dire ici n'est qu'une explicitation de ce que tout sociologue sait, qu'il se l'avoue ou non : il existe des intellectuels, au sens large, même frottés d'un peu de sociologie, dont la critique, parfois vigoureuse, est bien tolérée, au moins accueillie, plus rarement mise en pratique, parfois «digérée» (édulcorée). Mérriterait étude : qu'entend-on, dans ce pays, par «critique constructive», au-delà du terme utilisé, pour faire taire, dès qu'une critique publique fait monter un peu la température et laisse entrevoir un problème de fond ? C'est la tarte à la crème jetée à la figure de celui qui n'a pas de plan de rechange. Ceux qui n'ont jamais droit à prendre une décision individuelle d'importance publique sont alors sommés de se taire, sauf à assortir leurs critiques de propositions plausibles, réalisables, voire acceptées d'avance par tout le monde.

Certains journalistes, comme c'était le cas par exemple pour Oscar Reck, bien connu en Suisse alémanique, peuvent devenir une sorte d'intellectuels organiques, au plus haut niveau de la société. Ils bénéficient alors d'une légitimité telle qu'ils peuvent se payer le luxe de la critique fondamentale, et même du franc parler. Mais plus couramment des journalistes ne cessent de s'exprimer comme des infra-sociologues, eux qui se gaussent presqu'aussi volontiers des intellectuels que les militaires (Revue X, quelle est votre profession ? Etudiant en lettres. Vous distribuerez le courrier).

Que cette sorte d'intellectuels atteigne souvent la meilleure compréhension de ce qui se trame dans la société moderne, y compris et plus spécifiquement dans la nôtre, j'en doute fort ... Et s'ils l'atteignaient pourraient-ils la dire ? Je préfère d'autres quasi-sociologues d'un niveau supérieur à la moyenne des sociologues patentés, comme l'étaient nos écrivains récemment disparus (Frisch,

Dürrenmatt) dont en plus le medium de diffusion, le livre, n'était pas perverti comme le sont de plus en plus les autres media.

(6) UN PLAT QUI SE MANGE FROID – c'est ce qu'on dit de la vengeance. En serait-il de même de la sociologie ? S'agit-il non seulement d'observer, mais d'interroger le «peuple» en «temps normal» et de conclure que les apparences représentent le fond ? Est-il préférable, voire nécessaire, d'observer et d'interroger au-delà et en-deçà⁵, par exemple lors d'une crise, d'une votation importante précédée d'une longue campagne⁶ ou d'années de revendications, ou lors d'une grève ? Le choix des moments d'approche convient-il mieux à certaines questions, certaines études que d'autres ? C'est un de ces problèmes que l'on a avantage à resoumettre à la discussion, périodiquement.

Un individu qui mange trop et n'importe quoi, tout en buvant joyeusement, peut se croire en bonne santé, maintenant et pour toujours, du fait qu'il ne ressent pas d'inconvénients à son habitus de consommation sur le moment. Un chercheur en médecine pourrait-il soutenir sérieusement qu'il suffit d'interroger cet individu sur son état de santé et de conclure, s'il dit «je vais bien», qu'il en est bien ainsi ?

Ce qu'à ma connaissance on aurait tort de perdre de vue, c'est que l'assimilation du «positif» et du vrai, au sens des apparences premières qui constituent aisément des preuves, par exemple, de la satisfaction d'une population – la non-révolte, les propos comparativement lénifiants (on est bien chez nous, sous-entendu «vu les catastrophes avec lesquelles nous sommes confrontés à distance sur les media quotidiens») – ce sont là des données insuffisantes. Certes, une tradition déjà ancienne d'un positivisme enclin aux recherches par sondage et questionnaires appelle de telles preuves *the evidence*. Le mot anglais, lu en français, n'est que trop parlant. On prend ce qui est évident pour preuve et ces preuves pour du vrai, et non pour du faux-semblant – ce qu'il est pourtant plus ou moins largement, selon les sujets, les moments et l'analyse qui en est faite. Les disciples tardifs de Lazarsfeld feront bien de relire ce que le rusé maître avait écrit sur les corrélations illusoires (*spurious correlations*) et de se rappeler son excellent exemple sur le taux de natalité élevé, apparemment lié au nombre de cigognes dans les belles contrées campagnardes.

5 Je crois qu'il n'y a malheureusement pas d'équivalent français du *Hinterfragen* du jargon intellectuel suisse-alémanique.

6 C'est ce qu'Uli Windisch et moi avons pensé au moment du vote jurassien sur la création d'un nouveau canton; cf. notre *Le Jura Incompris*, Delta, Vevey, 1976. Voir aussi mon commentaire sur la position de Norbert Elias et des positions exprimées lors du congrès des sociologues à Berne (1980), cf. «Quand faut-il étudier la fièvre jaune» ?, *Rev. suisse sociol.*, 6 (1980) 377–388.

De ce qu'un grand nombre de Suisses aient renoncé à se représenter un monde pour eux relativement meilleur – à moins qu'ils n'aient jamais pu commencer à l'imaginer – il ne résulte ni qu'ils en soient à jamais incapables, ni que les observateurs puissent se dispenser de gratter au-delà de la surface, ni que les sociologues soient à leur tour dispensés de réfléchir à un au-delà de ce qui est établi. *Le devoir de critique* est là; ne pas mépriser le «peuple» en le glorifiant dans son acceptation de ce qu'il croit inévitable, en grande partie parce que tout est mis en place (y compris le rejet des intellectuels critiques) pour qu'il en vienne à croire précisément cela. Ne pas sous-entendre que, parce que «tout» ne doit pas être changé, rien ne doive l'être, ou rien de fondamental, ni même que rien ne puisse l'être.

La résignation, le contentement devant la simple survie, doivent-ils être confondus, là où ils se logent, avec le désir intense de vivre, le mécontentement enthousiaste en vue d'améliorations souhaitées ? Pas davantage, me semble-t-il, que le consensus par lassitude (adhésion molle, faute d'alternatives) avec le consensus par adhésion libre et consciente. Sinon, sous prétexte que nous avons nous-mêmes acquis une position sociale enviable, des moyens de recherche suffisants, nos rapports de recherche nous démasqueront aisément dans une volonté idéologique, motivée par la reconnaissance pour des priviléges plus ou moins chèrement acquis.

(7) SOCIOGRAPHIE CRITIQUE ? «Le sociologue n'est pas un magnétophone», disait de temps à autre Alain Touraine, irrité par l'enfermement des chercheurs dans le reportage. J'en suis venu à lui donner davantage raison que par le passé, car la frénésie de description et de citations de dires d'interview, ou d'autres données de terrain, est trop souvent le signe de notre insécurité devant la nécessité de penser. Je reste cependant fidèle à la nécessité que je crois aussi grande que jamais de donner la parole à ceux qui, d'habitude, ne l'ont guère. Déployer par des citations, et par l'analyse, l'univers de signification d'un type d'acteurs conduit, indirectement, à corriger les vues superficielles des sondages trop rapides. C'est une *critique de l'intérieur*, appuyée directement par les individus ou groupes concernés et en tant que telle indispensable.

Qu'il faille aller au-delà de cette *sociographie* qui est aussi une variante de «sociologie spontanée», objet légitime d'analyse du sociologue, me paraît cependant plus nécessaire de nos jours. S'il est vrai que davantage de recherches se font, depuis quelque temps, celles-ci restent peut-être plus exclusivement descriptives et s'aventurent moins dans l'explication. Le traitement statistique hors conceptualisation est volontiers pris pour un substitut de réflexion théorique (mot d'épouvante, trop souvent). Pour faire avancer une connaissance socio- et pourquoi pas ethno-graphique d'un pays, on peut toujours continuer à financer l'espèce de comptabilité sociale qui se fait à grande échelle depuis quelques

années. Est-ce que l'on aura avancé dans la compréhension de ce qui fait notre société ? A quoi tient sa cohérence, pourquoi tant de peur qu'elle tombe en pièces, comment se complètent un régime économique capitaliste, ou plus élégamment «une économie de marché», avec une société culturellement hyper-pluraliste ? La socio-LOGIE peut-elle être achetée par les investissements en programmes nationaux ? Doit-elle être pratiquée dans les projets individuels de la Division I du FNRS ? Ou seulement conduite par des penseurs-lecteurs-enseignants, munis d'un crayon et d'un bloc ? Ou encore : faut-il se contenter de l'importer du passé, ou plus généralement de l'étranger ? Je ne suis pas sûr de mes intuitions, devant tout cela. Quelqu'un a-t-il une vue d'ensemble bien documentée ? Ce serait intéressant qu'il soit encouragé à écrire un article dans cette revue.⁷

Epilogue : la sociographie peut-elle être critique ? Pas en elle-même, me semble-t-il, mais elle peut être perçue comme aggressive, dangereuse, inadmissible, etc. lorsqu'elle est présentée par un sociologue et même si celui-ci ne commente pas les résultats. Je pense à un exemple; il s'agissait d'un résultat de recherche en sociographie de l'éducation, montrant la proportion des élèves d'origine sociale élevée en classe terminale du gymnase, qui avait fait hurler quelques-uns après une séance publique, alors qu'il ne s'agissait que d'un simple constat, étayé sur des données sans confusion possible. C'est à des moments de ce genre que l'on comprend que les difficultés rencontrées par la sociologie dans ce pays ne peuvent en aucun cas être globalement, et je pense même pas principalement, mises sur le dos des discours de ses représentants.

(8) FIN DES IDEOLOGIES (CRITIQUES) ? J'ai toujours préféré à d'autres usages la terminologie de Mannheim qui distinguait l'idéologie (systèmes d'idées et de valeurs justifiant un statu quo) des utopies (systèmes d'idées et de valeurs justifiant un état de choses à venir, réalisable ou non). Mais il reste courant, notamment en Suisse, d'appeler idéologie tout système d'idées, surtout doctrinal et présentable schématiquement, qui entend instituer une société alternative. Il est alors fréquent, pour un sociologue, de se faire traiter d'idéologue, dès qu'il s'avise de formuler un plan quelconque de changements importants, même dans un domaine limité. Depuis peu, la thèse de la fin des idéologies élaborée en termes prudents par Daniel Bell, dans les années 60, et reprise avec un clin d'oeil satisfait par Raymond Aron, entre autres, réjouit d'autres esprits conservateurs qui pensent notamment que l'écroulement des régimes de l'Est

⁷ On fera bien de relire l'excellent article d'Edgar Morin, *Le droit à la réflexion*, *R. franç. Sociol.*, VI, 1965, 4-12. Ex. : p. 4, ... à l'extérieur, la demande qui émane de puissances administratives, publiques ou privées, exige de la sociologie qu'elle ne soit qu'une technique d'appoint pour connaître le «facteur humain» des problèmes économiques, ou qu'une technique d'information pour décisions des sommets ... etc.

non seulement confirme cette fin, mais prouverait du même coup que les systèmes de l'Ouest ne doivent rien à des idéologies (celles du statu quo local). On en arrive là dans le marécage des simplifications dignes des débats télévisés les plus foireux.

Sans revenir à la distinction de Mannheim, je dirais que le minimum vital d'esprit critique, face au problème des idéologies, nous force à examiner les systèmes d'idées et de valeurs qui justifient soit le maintien du statu quo, soit le changement en vue d'une structure sociale différente, d'un régime économique différent, etc. Il s'agit de montrer que ces systèmes d'idées et de valeurs sont diffusés comme des schémas cohérents, devenus doctrinaux, ou qu'ils engluent des populations entières, ou des catégories sociales particulières, souvent sans même que celles-ci s'en aperçoivent, ou encore que des systèmes d'idées et de valeurs enflamment des esprits prêts à s'enthousiasmer raisonnablement ou follement vers de nouveaux horizons. Le «libéralisme» au sens ordinaire où les media en parlent aujourd'hui, face aux changements de l'Est, le régime de «l'économie de marché», ou l'appel au retour aux communautés locales alpestres, etc. ne seraient-ils pas imbibés d'idéologie à leur manière ?

Le devoir de critique du sociologue ne serait-il pas de débusquer les idéologies là où elles se cachent, aussi bien que là où plus ou moins effrontément elles s'affich(ai)ent ? Ou alors en venons-nous à une sociologie de clocher, le sociologue étant préposé à sonner l'alarme face aux dangers qui entrent dans le village et à répéter, voire à restaurer, comme simple citoyen fidèle, les croyances de son unité d'appartenance ?

(9) (DIS)PROPORTION CRITIQUE ? En Suisse, la transgression de règles, par exemple celles du parage automobile, entre déjà dans le domaine des «crimes» (sermons sévères au poste de police, amendes lourdes, retrait de permis, voire prison, selon un quotidien que je viens de lire ce jour ...). Inversement, beaucoup de citoyens soupçonnent que d'énormes fraudes fiscales et d'autres infractions financières restent longtemps, sinon pour toujours, impunies. Des manifestations à caractère politique ou culturel critique ont couramment donné lieu non seulement à des levées de boucliers, mais au recours à de gros moyens de répression, que bien des observateurs ont jugés disproportionnés face aux dangers réels. (Ce n'est pas le lieu de développer ceci en détail).

La critique étatique, politique, sociale, face aux discours eux-mêmes critiques des sociologues, introduit à un même type d'interrogation. Dans un pays d'une stabilité politique assurée, dont la prospérité économique semble réjouissante à bien des observateurs, quelle est la gravité d'une critique, même fondamentale, qu'exprime un sociologue dans un rapport de recherche, publié ou non, diffusé

à 3–400 exemplaires ? Même si cette diffusion est appuyée par quelques articles de journaux et éventuellement une intervention dans les media électroniques, il ne peut s’agir là, sauf dans le cas où le sociologue révèle et fustige un scandale national de taille,⁸ que d’un événement, d’un danger mineur. Il faudrait donc réfléchir à ce qui motive des «réactions», parfois considérables, le plus souvent d’une influence négative sur la future carrière du sociologue critique.

Sans pouvoir approfondir ici un sujet qui, une fois de plus, me semble mériter de l’être, je dirai qu’on entre dans le cycle infernal de la logique du bouc émissaire. Des milieux (à préciser ...) vont se précipiter dans la mêlée. Le critique va être accusé d’être le responsable des maux que, dans certains cas, il décrit et analyse, et parfois dénonce explicitement. Lui le responsable ? Est-il soudain, à lui seul, un mouvement, ou un Bush ou Mitterrand ? Sans blague !

Réactions aussi aberrantes que celles qui interdisaient à la troupe du *Living Theatre* de mettre en scène une sorte de sabbat-manifestation contre l’argent et son importance dans notre société ... devant la Banque Cantonale Vaudoise à Lausanne – dont les murs comme les bilans, au propre et au figuré, sont d’une solidité éprouvée qui traverse les siècles.

Mentionnons un des aspects du *coût de la critique*. Non seulement le critique risque fort d’être tenu pour responsable des faits qu’il révèle, tout en les critiquant – les nier n’aurait pourtant pas pu faire disparaître ceux-ci, sauf évidemment de la conscience publique –, mais il risque d’être ridiculisé, puis stigmatisé et enfin disqualifié professionnellement, car la sociologie comme Profession n’est jamais arrivée à s’autogérer, dans ce pays.

Parmi les dimensions permettant de disqualifier un sociologue critique construit en «bouc émissaire», on trouvera l’anti-intellectualisme dont souffrent également d’autres professions intellectuelles en Suisse, le positivisme vulgaire (il n’y a de vrai que l’immédiatement concret), et la maniaquerie de la propreté et de la précision (refus de discuter dans les «grandes lignes», myopie).

Certes, nous devons aussi envisager la possibilité de mieux proportionner le langage de la critique à diverses audiences, et déjà aux sujets traités. Pour des raisons émotionnelles le critique peut en venir à, verbalement, frapper si massivement que non seulement il dépasse ce que mérite le sujet traité, mais qu’il provoque tout le monde, alors que son discours aurait pu ne pas être perçu comme une provocation par certains de ceux qui étaient capables de recevoir ce qu’il avait à dire.

8 Comme l’a fait à plusieurs reprises Jean Ziegler, sociologue et parlementaire, devenu par moments une vedette des media.

A quoi j'ajouterais aussitôt un autre correctif : le sociologue critique qui voudrait parvenir à éviter complètement qu'une partie de ses audiences ne puisse se précipiter dans la logique de la provocation, même là où il a fait ce qu'il faut pour éviter de «s'adonner» à celle-ci, court le risque de blanchir son message au point d'en dénaturer le contenu critique. Il se retrouvera tôt ou tard en train de chanter des discours apologétiques de banquets et d'anniversaires, occasions bien arrosées où le niveau de conscience tend à baisser, alors que les chances de prospérité, pour ce qui est des apologètes, auront tendance à monter.

(10) **BLACKBOX ...** Les fameuses boîtes noires des avions et les commentaires interprétatifs que l'on entend à l'occasion d'un accident d'aviation nous rappellent que des chiffres d'altitude et d'autres indicateurs, et des conversations enregistrées, sont précieux pour comprendre éventuellement les péripéties, mais qu'ils devront être interprétés si on veut avancer vers une compréhension éclairée, éclairante.

Bien entendu, des commentaires interprétatifs sont souvent avancés avant même que les données de la boîte soient disponibles. Et les enregistrements ne sont peut-être pas pertinents (par exemple arrêtés trop tôt, etc.) Dans ce cas on se contente de ce qu'on pourrait appeler des HYPOthèses. Peut-être, au contraire, des données et un système d'explication vont-ils bien s'agencer et alors on atteint des hypoTHESES. Un contenu explicatif éclaire sérieusement, jusqu'à nouvel avis en tout cas, les péripéties – d'autres explications pourront éventuellement être proposées après critique.

Peter Heintz avait proposé l'image de la boîte noire – la Suisse est une boîte noire pour le sociologue – en disant que beaucoup de données existaient sur ce pays, qu'on avait des corrélations, mais peu d'explications qui permettraient vraiment d'éclairer la logique de notre société. Entre temps bien des recherches nouvelles ont été faites, notamment grâce aux Programmes Nationaux de Recherche, souvent définis en «largeur» (approche nationale). Ne serait-il pas du devoir de critique de quelques sociologues de répondre à cette préoccupation : sommes-nous en progrès de compréhension globale ? comprenons-nous certaines péripéties récentes ? continuons-nous seulement le *fact finding* ?

Je doute parfois que la Suisse soit une société; ou qu'elle puisse être aussi complètement comprise que d'autres sociétés. Non qu'il n'y ait aucune unité. Mais ce qui soutient cette unité (hypothèse : imposée par une minorité) est peut-être notamment sa diversité, grâce à laquelle le poisson est noyé. Naturellement, c'est là un sujet trop considérable pour que l'on puisse le traiter en quelques phrases. Je veux seulement suggérer ici la nécessité d'analyses critiques fondamentales et globales, même si celles-ci sont notoirement mal tolérées par divers niveaux de pouvoir. D'où l'encouragement à la dispersion

des recherches : que certains étudient les cultures, au sens géo-ethno-linguistique, en oubliant les structures politiques et économiques, d'autres des aspects politiques, d'autres des problèmes sociaux, d'autres le travail, en oubliant les spécificités culturelles, pourvu que personne ne prétende à une synthèse. Ceux qui veulent s'aventurer néanmoins sur ces crêtes, on les fera trébucher en insistant sur des lacunes dans les données.

Je pense qu'il est en principe possible, dans des approches non plus nationales (horizontales, sur quelques dimensions), mais centrées sur des problèmes-clé (verticales, traversant toutes les dimensions), d'avancer dans cette direction. On atteindra alors des travaux d'une force critique exceptionnelle. Mais peut-être que ce genre d'entreprises de recherche restera à jamais du domaine du chercheur isolé, travaillant sur données lacunaires, avec un maximum de réflexion critique, exposé à l'intolérance de toutes parts.

(11) ASYMETRIE dans le rapport entre les hommes et les femmes : toute une problématique sociale longtemps refoulée (les critiques féministes étant refusées par les conservateurs de divers milieux selon le schéma d'après lequel ceux qui critiquent créent le problème) est en train d'être «découverte» et devra être construite comme préoccupation sociologique.⁹ Alors que l'asymétrie entre l'élite du pouvoir (notamment économique) et les autres catégories sociales se perd quelque part dans le brouillage actuel des consciences, la domination masculine de notre société est de moins en moins bien tolérée, au fur et à mesure de l'arrivée des nouvelles générations de femmes.

L'accès des femmes aux postes de travail intéressants reste autrement difficile que l'entrée aux études supérieures ou la possibilité de porter des jeans. Le statut de la sociologue critique, on s'en doute, ne va donc pas prédisposer celle-ci à ratifier les pratiques des administrations, des entreprises, des universités et des sociologues conservateurs. Et bien entendu, on doit distinguer discours et pratique et, au niveau des recherches, il sera décidément insuffisant, ici comme ailleurs, de se contenter d'enquêter sur de larges portions de la population et de conclure que ce qui, à première vue, «fonctionne» bien est donc bon, ni d'ailleurs de conclure à un consensus. Une sociologie qui perd de vue que «la culture dominante, c'est la culture des dominants», comme vient de le rappeler une ethnologue zurichoise¹⁰ scotomise un fait sociologique majeur.

Le débat sur le statut des femmes dans la société illustre ce qui vaut ailleurs, comme ici : on doit cesser de dire «la». Parler de «la» femme, c'est définir

⁹ Cf. à cet égard Pierre Bourdieu, La domination masculine, in *Actes de la Rech. Sociol.*, 84, 1990.

¹⁰ Vreni Tobler-Müller, Schwesterlein, Schwesterlein, was zeigst Du mir an ? in *Questions féminines*, 3/1991, p. 50.

celle-ci en extériorité (on distingue toutes les variétés imaginables d'hommes, mais on leur oppose «la» femme, en *out-group*). Dire «la» sociologie, c'est peut-être exprimer indirectement un souhait – qu'une unification ait lieu, que des débats résolvent les antagonismes entre divers types de sociologie, et bien sûr de sociologues – mais c'est pour le moins un abus de langage, au pire une volonté d'excommunier les courants qui ne conviennent pas à celui qui parle.

Je souhaite qu'on arrive un jour à tolérer le pluralisme sociologique, sans tomber dans le relativisme. On peut parier qu'il existera toujours des sociologies affirmatives, comme il existera des sociologies critiques, les unes et les autres en partie inspirées de credo politiques. Arrivera-t-on à donner droit d'existence aux individus et groupes qui représentent ces sociologies, tout en admettant l'intérêt et la nécessité de débats sérieux sur les produits et les propos des uns et des autres ?

S'il est à mon avis préférable que les sociologies soient auto-critiques et critiques, et le disent, cela est bien sûr difficile à assumer; on n'y parvient pas toujours. Comme l'illustrent les efforts non seulement des féministes, mais des sociologues chercheuses, explicitement ou implicitement féministes, on peut assumer le rôle de sociographe et de socio-logue (imagination conceptuelle et théorique, interprétation et critique des interprétations) de bien des manières. Les «essais» sans méthodologie formelle peuvent être riches et stimulants, des recherches méthodologiquement armées aussi, même si celles-ci sont souvent pauvres en sociologie et lourdement somnifères.

Il n'y a aucune indication, à ma connaissance, qui aille dans le sens d'une unification générale des efforts sociologiques. N'est unificateur que le pouvoir du moment et généralement presque tous les sociologues d'un pays – sauf ceux qui sont proches du pouvoir ou veulent se placer pour en faire partie – refusent d'être du côté dominant des asymétries.

(12) DEVOIR DE CRITIQUE – parce que recherche et esprit critique sont synonymes; c'est la position minimale. Parce que même dans un pays à principes admirables et admirés d'organisation démocratique, en politique et ailleurs, la «démocratie réalisée» est encore loin d'être à la hauteur de son idéal; par conséquent, comme l'a récemment réaffirmé celui qui est sans doute, par son oeuvre et ses interventions, le plus grand chercheur-sociologue vivant actuellement en Europe, un *contre-pouvoir* est nécessaire, même dans les démocraties. A nous qui ne sommes pas ligotés, comme les gens des media, à nous qui ne sommes pas des cadres administratifs ou d'entreprises, à nous qui ne sommes pas dans les couloirs de la politique, de constituer ce contre-pouvoir, en faisant jouer librement nos compétences, et avec impertinence, quitte à en subir les conséquences.

Paradoxalement, ce n'est donc pas en épousant d'un cœur pur et simple les dires de petites ou larges parties de la population, ni en proposant des «critiques constructives» (des plans sur l'avenir à leur place) que certains sociologues feront pour le «peuple» davantage que le minimum confortable. C'est en comprenant pour lui les dangers inhérents aux structures et au fonctionnement du système établi, en caractérisant ceux-ci, en les montrant sous leur vrai jour, dans les limites de la meilleure connaissance atteignable, à un moment donné, par une sociologie «compréhensive» : qui englobe en comprenant, qui comprend en englobant.

Adresse de l'auteur :

Prof. Alfred Willener
I.S.C.M., BFSH II, Université de Lausanne, 1015 Lausanne

